



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

12 NOVEMBRE 2020

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative au désinvestissement
des combustibles fossiles et
à une gestion financière durable et engagée**

(déposée par M. Juan BENJUMEA MORENO (N),
Mmes Barbara de RADIGUÈS (F),
Véronique JAMOULLE (F),
M. Jonathan de PATOUL (F),
Mmes Hilde SABBE (N),
Bianca DEBAETS (N) et
Victoria AUSTRÆT (F))

Développements

La crise du Covid-19 nous a appris qu'on doit être prêts à faire face à des chocs extérieurs et qu'au final, la prévention est moins coûteuse que la réaction en termes de vies humaines et de moyens. C'est la même chose pour la crise climatique. Il est urgent que nous décarbonions notre monde afin de limiter à moins de 1,5°C la hausse de la température sur notre planète.

Cette limite est la principale recommandation des rapports sur le climat du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies, et notamment l'accord de Paris de 2015¹.

Comme après la crise financière de 2008, la demande de combustibles fossiles a été historiquement faible pendant les premiers mois de la crise du coronavirus que nous connaissons actuellement. En outre, les prix restent bas et de nombreux analystes prédisent la faillite des combustibles de

GEWONE ZITTING 2020-2021

12 NOVEMBER 2020

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over desinvesteren uit fossiele brandstoffen en
een geëngageerd duurzaam financieel beleid**

(ingediend door de heer Juan BENJUMEA MORENO (N),
mevrouw Barbara de RADIGUÈS (F),
mevrouw Véronique JAMOULLE (F),
de heer Jonathan de PATOUL (F),
mevrouw Hilde SABBE (N),
mevrouw Bianca DEBAETS (N) en
mevrouw Victoria AUSTRÆT (F))

Toelichting

De Covid-19-crisis heeft ons geleerd dat we klaar moeten zijn voor externe shocks en dat preventie in fine minder mensenlevens en minder middelen kost dan reactie. Hetzelfde geldt voor de klimaatcrisis. We moet dringend onze wereld decarboniseren om de stijging van de temperatuur op onze planeet onder de 1,5°C te houden.

Die grens is de belangrijkste aanbeveling van de klimaatrapporten van het Intergovernmental Panel on Climate Change van de Verenigde Naties (IPCC), waaronder de Overeenkomst van Parijs van 2015¹.

De vraag naar fossiele brandstoffen was historisch laag tijdens de beginmaanden van deze coronacrisis, net als na de financiële crisis van 2008. Bovendien blijven de prijzen laag en voorspellen heel wat analisten het failliet van schaliebrandstoffen. De opportuniteit leent zich om aan de hand

¹ CCNUCC, Déclaration de Paris, Paris, 12 décembre 2015, https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=_fr, consulté la dernière fois le 24 mars 2020.

¹ UNFCCC, Verklaring van Parijs, Parijs, 12 december 2015, https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=_en, laatst geraadpleegd op 24 maart 2020.




schiste. C'est l'occasion de prendre les mesures nécessaires afin d'atteindre ces objectifs climatiques au moyen d'une relance verte. La façon dont les institutions bruxelloises gèrent leurs réserves financières et la politique d'investissement peuvent jouer un rôle important à cet égard.

Le rapport spécial du GIEC² d'octobre 2018 avait calculé la quantité de CO₂ pouvant encore être émise dans l'atmosphère au niveau mondial. Selon ce rapport, cette quantité ne peut pas dépasser 580 à 770 gigatonnes entre 2010 et 2050. Les émissions 2019 étaient estimées à 37 gigatonnes³.

Or, selon le rapport de Carbon Tracker⁴, le potentiel d'émission de CO₂ de toutes les réserves de combustibles fossiles actuellement connues (charbon, pétrole et gaz entre les mains de sociétés privées et d'États) s'élève à pas moins de 2.795 gigatonnes, soit 3,6 à 4,8 fois plus. Pour être certains à 50 % de respecter la limite du 1,5°C, il faut qu'entre 60 et 80 % de ces réserves fossiles restent inexploitées. Entre-temps, BP l'a compris et a déjà commencé à déprécier des réserves d'une valeur de 16,8 milliards de dollars⁵.

Illustration 1 : Carbon Tracker, 1^{er} décembre 2019

TABLE 1. FOSSIL FUEL RESERVES REMAINING AT CURRENT PRODUCTION LEVELS

| Fossil fuel | Remaining proved reserves, years left at current production |
|--|---|
| coal  | 132 |
| gas  | 51 |
| oil  | 50 |

Source: IPCC, Global Carbon Project, BP, CTI analysis

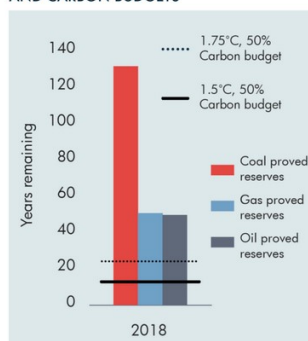
van een groene relance de nodige maatregelen te nemen om die klimaatdoelstellingen te halen. De omgang van Brusselse instellingen met hun financiële reserves en de investeringspolitiek, kan daarin een belangrijke rol spelen.

In het speciaal rapport van de IPCC² van oktober 2018 werd berekend hoeveel CO₂ men dan nog wereldwijd in de atmosfeer mag brengen. Volgens dit rapport mag dat tussen 2010 en 2050 niet meer dan 580 tot 770 Gigaton CO₂ bedragen. De geschatte uitstoot voor het jaar 2019 was 37 gigaton³.

Maar het CO₂-emissie-potentieel van alle op dit ogenblik gekende reserves aan fossiele brandstoffen (steenkool, olie en gas, in handen van privé-bedrijven en staten) bedraagt volgens Carbon Tracker rapport⁴ maar liefst 2.795 Gigaton CO₂. Dat is 3,6 tot 4,8 keer meer. Om voor 50 % zeker te zijn dat de 1,5°C grens gerespecteerd wordt, mag 60 tot 80 % van deze fossiele reserves niet meer gebruikt worden als brandstof. BP heeft dit ondertussen begrepen en begon alvast reserves ter waarde van 16,8 miljard dollar af te boeken⁵.

Afbeelding 1 : Carbon Tracker, 1 december 2019

FIGURE 1. THE 2018 CARBON BUBBLE: RESERVES LIFE OF OIL, GAS AND COAL, AND CARBON BUDGETS



2 GIEC, Rapport spécial : « Global warming of 1.5°C », résumé à l'intention des décideurs, p. 12, Incheon, 6 octobre 2018, https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_Low_Res.pdf, consulté la dernière fois le 2 juin 2020.
 3 Global Carbon Project, Global carbon emissions increase but rate has slowed, 4 décembre 2019, https://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/19/files/UK_UEA_GCB2019.pdf. Le Global Carbon Project est un partenariat réunissant les comités scientifiques de plusieurs organismes des Nations unies et universités.
 4 Chiffres et illustration : Carbon Tracker, Balancing the budget, 1^{er} décembre 2019, <https://carbontransfer.wpengine.com/reports/balancing-the-budget/> se réfère au concept qu'ils ont lancé en 2011: <https://carbontracker.org/reports/carbon-bubble/>, tous deux consultés la dernière fois le 24 mars 2020.
 5 De Standaard, 16 juin 2020, https://www.standaard.be/cnt/dmf20200615_04991799 et The Economist, 8 août 2020, <https://www.economist.com/the-world-this-week/2020/08/08/business-this-week>.

2 IPCC, Speciaal rapport : « Global warming of 1.5°C », summary for policymakers, pg. 12, Incheon, 6 oktober 2018, https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_Low_Res.pdf, laatst geraadpleegd op 2 juni 2020.
 3 Global Carbon Project, Global carbon emissions increase but rate has slowed, 4 december 2019, https://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/19/files/UK_UEA_GCB2019.pdf. Het Global Carbon Project is een samenwerkingsproject van de wetenschappelijke comités van meerdere VN-instellingen en universiteiten.
 4 Cijfer en illustratie : Carbon Tracker, Balancing the budget, 1 december 2019, <https://carbontransfer.wpengine.com/reports/balancing-the-budget/> verwijst naar concept door hen gelanceerd in 2011 : <https://carbontracker.org/reports/carbon-bubble/>, beide bronnen laatst geraadpleegd op 24 maart 2020.
 5 De Standaard, 16 juni 2020, https://www.standaard.be/cnt/dmf20200615_04991799 en The Economist, 8 augustus 2020, <https://www.economist.com/the-world-this-week/2020/08/08/business-this-week>.

Le désinvestissement des combustibles fossiles est un des aspects d'une gestion durable des finances. Il s'inscrit dans une tendance plus large parfaitement résumée dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable : les objectifs de développement durable (ODD), qui ont succédé aux objectifs du millénaire de l'ONU. Les ODD constituent un ensemble de 17 objectifs et 169 sous-objectifs qui ont été définis dans le cadre d'accords conclus au niveau mondial et qui sont à la base du développement durable pour tous les États membres des Nations unies et leurs structures sous-jacentes, mais aussi pour les citoyens et les entreprises. C'est pourquoi la Région a approuvé le PRDD dès 2018. Bon nombre d'entreprises (comme pwc, AvH ou robeco) se réfèrent à ces objectifs de développement durable dans leur politique ESG (environnementale, sociale et de gouvernance). Dans les paragraphes consacrés ci-après au contexte, nous souhaitons donc recadrer les propositions en vue d'une gestion durable des finances régionales dans cette vision qui a déjà été approuvée et faire le lien avec les mouvements citoyens et le secteur privé.

Contexte

Mouvement mondial contre de nouveaux investissements dans les combustibles fossiles

Encouragé par le constat édifiant qu'actuellement, il a été vendu une quantité de droits d'extraction nettement supérieure à ce à quoi notre planète peut faire face (source : cf. note 4), un nouveau mouvement militant appelant à désinvestir un maximum dans le secteur des combustibles fossiles s'est développé entre 2010 et 2015 dans les facultés de nombreuses universités américaines. Le mouvement pour le climat « 350.org » a pris l'initiative en la matière. Entre-temps, ce mouvement pour le climat a engendré un mouvement de désinvestissement (divestment movement) mondial. La réaction prend aussi de plus en plus d'ampleur : des fonds, des associations sociales et des églises retirent leur argent du secteur des combustibles fossiles.

Desmond Tutu⁶ soutient également le mouvement et, en 2014, il a fait la comparaison avec le boycott de l'apartheid en Afrique du Sud :

« Nous devons arrêter le changement climatique. Et nous pouvons y arriver, si nous appliquons aux plus gros émetteurs de carbone les tactiques qui ont fonctionné en Afrique du Sud. [...] Tout au long de ma vie, j'ai cru que la seule réponse juste à l'injustice est ce que le Mahatma Gandhi a appelé la 'résistance passive'. Au cours de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, en utilisant le boycott, le désinvestissement et les sanctions, et grâce au soutien de nos amis d'outre-mer, nous avons appliqué une pression économique sur l'État injuste, mais aussi une forte pression morale. ». – Desmond Tutu

6 Desmond Tutu, We need an apartheid-style boycott to save the planet, 10 april 2014, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/apr/10/divest-fossil-fuels-climate-change-keystone-xl>, consulté la dernière fois le 24 mars 2020.

Desinvesteren in fossiele brandstoffen is één aspect van duurzaam financieel beleid. Het past in een bredere trend die het best samengevat wordt in het kader van de Agenda 2030 voor Duurzame Ontwikkeling : de Duurzame Ontwikkelingsdoelen (in het Engels SDG's genoemd). Die zijn de opvolgers van de VN-Millenniumdoelstellingen. De SDG's zijn een geïntegreerde set van 17 doelstellingen en 169 subdoelstellingen, vastgelegd in afspraken gemaakt op wereldniveau, die de basis vormen voor Duurzame Ontwikkeling voor alle VN-lidstaten en al hun onderliggende structuren, maar ook voor burgers en bedrijven. Het Gewest keurde om die reden in 2018 al het GPDO goed. Heel wat bedrijven (bijvoorbeeld pwc, AvH of robeco) refereren naar deze Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen in hun ESG-beleid. ESG staat voor Environmental, Social en Governance. In de volgende paragrafen over de context willen we de voorstellen voor een Gewestelijk Duurzaam Financieel Beleid dan ook kaderen in die, al goedgekeurde, visie en linken met de bewegingen van burgers en de private sector.

Context

Wereldwijde beweging tegen nieuwe investeringen in fossiele brandstoffen

Aangespoord door de ontluisterende vaststelling dat momenteel een veelvoud van rechten op extractie verkocht zijn, dan dat onze planeet aankan (bron : voetnoot 4), kwam er tussen 2010 en 2015 op de faculteiten van heel wat Amerikaanse universiteiten een nieuwe, activistische beweging op gang die oproept om zoveel mogelijk kapitaal terug te trekken uit de fossiele brandstoffen. De klimaatbeweging « 350.org » nam daarin het voortouw. Intussen is hieruit een wereldwijde « divestment movement » (desinvesteringbeweging) ontstaan. Ook de respons neemt overhand toe : fondsen, sociale verenigingen, kerken en universiteiten trekken hun geld terug uit de sector van de fossiele brandstoffen.

Desmond Tutu⁶ steunt de beweging ook en maakte in 2014 de vergelijking met de boycot van apartheid in Zuid-Afrika :

« We must stop climate change. And we can, if we use the tactics that worked in South Africa against the worst carbon emitters ... Throughout my life I have believed that the only just response to injustice is what Mahatma Gandhi termed « passive resistance ». During the anti-apartheid struggle in South Africa, using boycotts, divestment and sanctions, and supported by our friends overseas, we were not only able to apply economic pressure on the unjust state, but also serious moral pressure. ». – Desmond Tutu

6 Desmond Tutu, We need an apartheid-style boycott to save the planet, 10 april 2014, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/apr/10/divest-fossil-fuels-climate-change-keystone-xl>, laatst geraadpleegd op 24 maart 2020.

En 2014, la fondation philanthropique de la famille Rockefeller a également annoncé qu'elle supprimait ses investissements dans les combustibles fossiles⁷.

Au cours d'une conférence de presse organisée en novembre 2014, le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, a déclaré⁸ qu'il avait appelé les entreprises comme les fonds de pension et les compagnies d'assurance à réduire leurs investissements dans le charbon et les industries basées sur les combustibles fossiles. M. Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, a lui aussi déjà tenu des propos admiratifs à l'égard de ce mouvement⁹.

En 2015, le pape François a plaidé dans son encyclique « Laudato Si' »¹⁰ pour une substitution rapide des combustibles fossiles.

Ces dernières années, les autorités de nombreuses villes telles que New York, San Francisco, Seattle, Oslo, Stockholm, Paris, Bordeaux, Montréal et Copenhague, la région de Berlin et tous les fonds publics nationaux irlandais ont pris des initiatives concrètes de désinvestissement¹¹.

- 7 The Guardian, Heirs to Rockefeller oil fortune divest from fossil fuels over climate change, 22 septembre 2014, <https://www.theguardian.com/environment/2014/sep/22/rockefeller-heirs-divest-fossil-fuels-climate-change> et Rockefeller Brothers Fund, Divestment Statement, https://www.rbf.org/sites/default/files/rbf-divestment_statement-2017-oct.pdf, tous deux consultés la dernière fois le 24 mars 2020. Le site web <https://www.rbf.org/mission-aligned-investing/divestment> offre également des mises à jour et des informations régulières permettant de comparer la performance de leur portefeuille avec celles d'investissements réguliers.
- 8 CCNUCC, Ban Ki-Moon endorses fossil fuel divestment, 4 novembre 2014, <https://unfccc.int/news/ban-ki-moon-endorses-fossil-fuel-divestment>, consulté la dernière fois le 24 mars 2020.
- 9 The Guardian, Scrap fossil fuel subsidies now and bring in carbon tax, says World Bank chief, 13 avril 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/apr/13/fossil-fuel-subsidies-say-burn-more-carbon-world-bank-president>, consulté la dernière fois le 24 mars 2020.
- 10 Pape François, Laudato Si', Rome, 24 mai 2015, https://www.kerknet.be/sites/default/files/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si-francais.pdf, consulté la dernière fois le 24 mars 2020.
- 11 Pays et villes, tous consultés la dernière fois le 24 mars 2020 :
 Irlande : Reuters, Ireland commits to divesting public funds from fossil fuel companies, 12 juillet 2018, <https://www.reuters.com/article/us-ireland-fossilfuels-divestment/ireland-commits-to-divesting-public-funds-from-fossil-fuel-companies-idUSKBN1K22AA>.
 San Francisco et Seattle : The Guardian, San Francisco and Seattle lead US cities pulling funds from fossil fuel firms, 25 avril 2013, <https://www.theguardian.com/environment/2013/apr/25/us-cities-climate-divestment-fossil-fuels>.
 New York : The Guardian, New York City plans to divest \$5bn from fossil fuels and sue oil companies, 10 janvier 2018, <https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/10/new-york-city-plans-to-divest-5bn-from-fossil-fuels-and-sue-oil-companies>.
 Oslo, Paris, Bordeaux, e.a. : National Geographic, World's Cities Join Growing Push to Divest From Fossil Fuels, 2 décembre 2015, <https://www.nationalgeographic.com/news/energy/2015/12/151202-cities-join-growing-push-to-divest-from-fossil-fuels/>.
 Berlin : HuffPost, Berlin Is The Latest City To Pull Out Of Fossil Fuels, 23 juillet 2016, www.huffingtonpost.com/entry/berlin-fossil-fuels-divest_us_576bf316e4b08cbaeb18794.
 Liste avec filtres et liens vers de multiples initiatives : <https://gofossilfree.org/divestment/commitments/>

In 2014 kondigde ook de filantropische stichting van de Rockefeller-familie aan dat ze hun investeringen in fossiele brandstoffen schrappen⁷.

Op een persconferentie in november 2014 zei VN secretaris-generaal Ban Ki-Moon⁸ dat hij bedrijven zoals pensioenfondsen en verzekeringsmaatschappijen had opgeroepen om hun investeringen in steenkool en industrie gebaseerd op fossiele brandstoffen te verminderen. Ook de vorige voorzitter van de Wereldbank, Jim Yong Kim, heeft zijn bewondering voor de beweging al uitgesproken⁹.

Paus Franciscus pleitte in zijn encycliek « Laudato Si » in 2015¹⁰ voor een snelle substitutie van fossiele brandstoffen.

De overheden van vele steden zoals New York, San Francisco, Seattle, Oslo, Stockholm, Parijs, Bordeaux, Montreal, Kopenhagen, het Berlijnse regionale gewest en alle Ierse nationale overheidsfondsen namen de laatste jaren concrete initiatieven om te divesten¹¹.

- 7 The Guardian, Heirs to Rockefeller oil fortune divest from fossil fuels over climate change, 22 september 2014, <https://www.theguardian.com/environment/2014/sep/22/rockefeller-heirs-divest-fossil-fuels-climate-change> en Rockefeller Brothers Fund, Divestment Statement, https://www.rbf.org/sites/default/files/rbf-divestment_statement-2017-oct.pdf, beiden laatst geraadpleegd op 24 mars 2020. Verder bied de webpagina <https://www.rbf.org/mission-aligned-investing/divestment> regelmatige updates en informatie om de performance van hun portfolio te vergelijken met reguliere investeringen.
- 8 UNFCCC, Ban Ki-Moon endorses fossil fuel divestment, 4 november 2014, <https://unfccc.int/news/ban-ki-moon-endorses-fossil-fuel-divestment>, laatst geraadpleegd op 24 mars 2020.
- 9 The Guardian, Scrap fossil fuel subsidies now and bring in carbon tax, says World Bank chief, 13 april 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/apr/13/fossil-fuel-subsidies-say-burn-more-carbon-world-bank-president>, laatst geraadpleegd op 24 maart 2020.
- 10 Paus Franciscus, Laudato Si, Rome, 24 mei 2015, <https://www.kerknet.be/kerknet-redactie/artikel/lees-de-integrale-tekst-van-de-encycliek-laudato-si>, laatst geraadpleegd op 24 mars 2020.
- 11 Landen en steden, allen laatst geraadpleegd op 24 mars 2020 :
 Irlande : Reuters, Ireland commits to divesting public funds from fossil fuel companies, 12 juli 2018, <https://www.reuters.com/article/us-ireland-fossilfuels-divestment/ireland-commits-to-divesting-public-funds-from-fossil-fuel-companies-idUSKBN1K22AA>.
 San Francisco en Seattle : The Guardian, San Francisco and Seattle lead US cities pulling funds from fossil fuel firms, 25 april 2013, <https://www.theguardian.com/environment/2013/apr/25/us-cities-climate-divestment-fossil-fuels>.
 New York : The Guardian, New York City plans to divest \$5bn from fossil fuels and sue oil companies, 10 januari 2018, <https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/10/new-york-city-plans-to-divest-5bn-from-fossil-fuels-and-sue-oil-companies>.
 Oslo, Parijs, Bordeaux, e.a. : National Geographic, World's Cities Join Growing Push to Divest From Fossil Fuels, 2 december 2015, <https://www.nationalgeographic.com/news/energy/2015/12/151202-cities-join-growing-push-to-divest-from-fossil-fuels/>.
 Berlijn : HuffPost, Berlin Is The Latest City To Pull Out Of Fossil Fuels, 23 juli 2016, www.huffingtonpost.com/entry/berlin-fossil-fuels-divest_us_576bf316e4b08cbaeb18794.
 Lijst met filters en links van allerhande initiatieven : <https://gofossilfree.org/divestment/commitments/>

Fonds d'investissement, banques, gestionnaires d'actifs et autres acteurs financiers ont suivi :

La société Hermes offre des services d'« active investment management and stewardship » et elle gère et/ou conseille des fonds d'une valeur de 760 milliards d'euros. En 2017, elle a participé au lancement du mouvement Climate Action 100+, un groupement de 450 investisseurs qui gèrent ensemble plus de 3.500 milliards d'euros et qui utilisent ce levier pour pratiquer un actionariat militant. Ils insistent sur les critères ESG auprès des entreprises dans lesquelles ils ont une participation. S'ils se concentraient initialement sur les 100 entreprises qui avaient le plus d'impact sur le changement climatique, entre-temps ils ont élargi leur cible¹².

Blackrock, la plus grande société de gestion d'actifs au monde (6.500 milliards d'euros en 2019), a annoncé son retrait du charbon¹³. Elle a déclaré suivre les données ESG et utiliser les critères ESG lors des votes en AG et CA d'entreprises dans lesquelles elle a une participation. Comme on ne saurait soupçonner d'altruisme une entreprise telle que Blackrock, nous expliquons ci-après la logique économique sous-jacente. D'autres asset managers lui ont emboîté le pas tels que, récemment, Jupiter auprès de la banque britannique Barclays.

En novembre 2019, la BEI a annoncé qu'elle cessera de financer les projets d'énergie fossile à la fin 2021 et qu'elle injectera 1.000 milliards d'euros dans des investissements durables d'ici 2030¹⁴.

- 12 Investisseurs institutionnels, tous consultés la dernière fois le 24 mars 2020 :
Federated Hermes, About us, version mars 2020, <https://www.hermes-investment.com/about-us/>.
Climate Action 100+, page d'accueil, version mars 2020, <http://www.climateaction100.org/>.
Carbon Tracker Initiative, Annual Review 2018-2019, p. 17, https://carbontracker.org/wp-content/uploads/2019/10/CTI_Annual-Review-2018-19.pdf.
- 13 Blackrock, tous consultés la dernière fois le 24 mars 2020 :
Blackrock Investor Relations, BlackRock Reports Full Year 2019, 15 janvier 2020, https://s24.q4cdn.com/856567660/files/doc_financials/2019/Q4/BLK-4Q19-Earnings-Release.pdf.
Site web Blackrock, Letter to CEOs, janvier 2020, <https://www.blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-ceo-letter>
The Guardian, World's biggest fund manager vows to divest from thermal coal, 14 janvier 2020 : <https://www.theguardian.com/business/2020/jan/14/blackrock-says-climate-crisis-will-now-guide-its-investments>.
Sondage d'investisseurs institutionnels : Funds-Europe.com, Investors to triple fossil fuel divestment, survey finds, 16 octobre 2019, <https://www.funds-europe.com/news/investors-to-triple-fossil-fuel-divestment-survey-finds>, tous consultés la dernière fois le 24 mars 2020.
- 14 Sur la BEI, tous deux consultés la dernière fois le 24 mars 2020 :
Bond Beter Leefmilieu, Hoera! Europese Investeringsbank draait geldkraan toe voor fossiele energie, 21 novembre 2019, <https://www.bondbeterleefmilieu.be/artikel/hoera-europese-investeringsbank-draait-geldkraan-toe-voor-fossiele-energie-et-bei>, EU Bank launches ambitious new climate strategy and Energy Lending Policy, 14 novembre 2019, <https://www.eib.org/fr/press/all/2019-313-eu-bank-launches-ambitious-new-climate-strategy-and-energy-lending-policy.htm>.

Investeringsfondsen, banken, asset managers, en andere financiële spelers volgden :

Hermes, levert « active investment management and stewardship services » en beheert en/of adviseert fondsen ter waarde van 760 miljard euro. In 2017 waren ze medeoprichter van de Climate Action 100+-beweging. Die groepering van 450 investeerders beheren samen meer dan 3500 miljard euro en gebruiken die hefboom om aan activistisch aandeelhouderschap te doen. Ze kloppen op de ESG-nagel bij bedrijven waarin ze participeren. Initieel deden ze dat met een focus op de 100 bedrijven die het grootste klimaatsveranderingeffect hadden, ondertussen al bij meer¹².

Blackrock, 's werelds grootste asset management bedrijf (6.500 miljard euro in 2019) kondigde aan uit steenkool te stappen¹³, ESG-data te tracken en ESG-criteria te gebruiken in stemgedrag op AV's en RvB's van bedrijven waarin ze participeren. Van altruïsme kan je een bedrijf als Blackrock niet verdenken, de economische logica verduidelijken we dan ook hieronder. Ook andere asset managers volgden, zoals onlangs Jupiter bij de Britse Barclays-bank.

De EIB kondigde in november 2019 aan om eind 2021 te stoppen met de financiering van fossiele energieprojecten en een financiële injectie van 1.000 miljard euro aan duurzame investeringen door te voeren tegen 2030¹⁴.

- 12 Institutionele investeerders, allen laatst geraadpleegd op 24 mars 2020 :
Federated Hermes, About us, versie maart 2020, <https://www.hermes-investment.com/about-us/>.
Climate Action 100+, Homepage, versie maart 2020, <http://www.climateaction100.org/en>.
Carbon Tracker Initiative, Annual Review 2018-2019, pagina 17, https://carbontracker.org/wp-content/uploads/2019/10/CTI_Annual-Review-2018-19.pdf.
- 13 Blackrock, allen laatst geraadpleegd op 24 maart 2020 :
Blackrock Investor Relations, BlackRock Reports Full Year 2019, 15 januari 2020, https://s24.q4cdn.com/856567660/files/doc_financials/2019/Q4/BLK-4Q19-Earnings-Release.pdf.
Blackrock website, Letter to CEOs, januari 2020, <https://www.blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-ceo-letter>
The Guardian, World's biggest fund manager vows to divest from thermal coal, 14 januari 2020 : <https://www.theguardian.com/business/2020/jan/14/blackrock-says-climate-crisis-will-now-guide-its-investments>.
Peiling van institutionele investeerders : Funds-Europe.com, Investors to triple fossil fuel divestment, survey finds, 16 oktober 2019, <https://www.funds-europe.com/news/investors-to-triple-fossil-fuel-divestment-survey-finds>, allen laatst geraadpleegd op 24 maart 2020.
- 14 Voetnoten over de EIB, beiden laatst geraadpleegd op 24 maart 2020 :
Bond Beter Leefmilieu, Hoera! Europese Investeringsbank draait geldkraan toe voor fossiele energie, 21 november 2019, <https://www.bondbeterleefmilieu.be/artikel/hoera-europese-investeringsbank-draait-geldkraan-toe-voor-fossiele-energie-en-eib>, EU Bank launches ambitious new climate strategy and Energy Lending Policy, 14 november 2019, <https://www.eib.org/en/press/all/2019-313-eu-bank-launches-ambitious-new-climate-strategy-and-energy-lending-policy.htm>.

En octobre 2019, la presse spécialisée a publié les résultats d'un sondage réalisé auprès d'investisseurs institutionnels qui gèrent ensemble 5.300 milliards d'euros. Les participants estiment que le désinvestissement de leurs portefeuilles et le glissement vers l'énergie renouvelable tripleront au cours des dix prochaines années. Les investissements dans l'énergie renouvelable représenteraient 11 % de leurs portefeuilles à l'horizon 2029 (cf. note 11).

Depuis peu présidente de la BCE, Christine Lagarde entend explicitement verdir la banque centrale¹⁵. En septembre 2019, lors de l'audition devant la commission des affaires économiques et monétaires préalable à sa nomination, elle a déjà exprimé cette ambition. Elle a déclaré vouloir intégrer des objectifs climatiques dans la politique de la BCE.

Ainsi, la révision de la stratégie de politique monétaire – la précédente remonte déjà à 2003 – tiendra compte de considérations climatiques, comme par exemple des règles sur les actifs acceptés dans les opérations monétaires.

Outre sa politique monétaire, la BCE peut également appliquer des considérations climatiques dans la supervision bancaire. La BCE pourrait par exemple intégrer un facteur « durabilité climatique » dans les tests de résistance qu'elle réalise (cf. note 14).

De nombreuses initiatives ont également été prises dans notre pays ces dernières années : en 2018, la ville de Gand a décidé de désinvestir des combustibles fossiles à travers ses fonds de pension, ses comptes à vue et comptes d'épargne. Après les dernières élections communales, la ville de Louvain a fait la même annonce dans son accord de majorité. En décembre 2017, l'université de Gand¹⁶ a décidé de désinvestir des combustibles fossiles (et d'autres secteurs tels que le tabac, les armes, les jeux de hasard et la pornographie), et depuis lors d'autres universités ont suivi en Belgique.

Enfin, à Bruxelles, un exemple à la pointe mérite assurément notre attention : la VUB¹⁷ a entamé le travail d'étude en 2015, et décidé en 2018 de communiquer à 4 gestionnaires d'actifs des critères stricts visant non

In de gespecialiseerde pers verscheen in oktober 2019 de resultaten van een peiling bij institutionele investeerders die samen 5.300 miljard euro beheren. De desinvestering van hun portefeuilles en verschuiving naar hernieuwbare energie, zal verdrievoudigen in de volgende tien jaar, schatten de deelnemers in. 11 % van hun portefeuilles zou in hernieuwbare energie geïnvesteerd worden tegen 2029. (zie opnieuw voetnoot 11).

Christine Lagarde, sinds kort voorzitter van de ECB, streeft uitdrukkelijk een groenere centrale bank na¹⁵. Bij de hoorzitting voor de commissie economische en monetaire zaken, in het kader van haar benoeming afgelopen september 2019, introduceerde ze deze ambitie al. Ze kondigde aan klimaatdoelstellingen in het ECB-beleid te willen integreren.

Zo zal er bij de herziening van de monetaire beleidsstrategie – de vorige dateert al van 2003 – rekening worden gehouden met klimaatoverwegingen. Een voorbeeld zou kunnen zijn regels rond de aanvaarde activa in monetaire operaties.

Naast monetair beleid kan de ECB klimaatoverwegingen implementeren in de banktoezicht. Zo zou de ECB klimaatbestendigheid kunnen integreren als factor in de stresstesten die de ECB uitvoert (voetnoot 14).

Ook in ons land werden de afgelopen jaren heel wat initiatieven genomen : de stad Gent besloot in 2018 te desinvesteren in fossiele brandstoffen via hun pensioenfondsen, zicht- en spaarrekeningen. Het bestuursakkoord van de stad Leuven kondigde na de meest recente gemeenteraadsverkiezingen hetzelfde aan. De Ugent¹⁶ besliste in december 2017 om haar beleggingen in fossiele brandstoffen (en andere sectoren zoals tabak, wapens, kansspelen en pornografie) te desinvesteren en andere universiteiten in België volgden sindsdien.

In Brussel tenslotte is er ook een vooruitstrevend voorbeeld dat zeker aandacht verdient : de VUB¹⁷ startte in 2015 het studiewerk, en in 2018 besloot het aan 4 asset managers om strikte criteria mee te geven voor de exclusie

15 Sur Christine Lagarde, tous deux consultés la dernière fois le 14 avril 2020 : Ute Lettani, Nieuwjaarsresolutie voor de ECB: strijden tegen klimaatverandering?, Rechtskundig Weekblad n° 25, 25 février 2020.

Parlement européen, Rapport sur la recommandation du Conseil concernant la nomination de la présidente de la Banque centrale européenne, 9 septembre 2019, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2019-0008_FR.html.

16 Dewereldmorgen, UGent trekt al haar beleggingen weg uit fossiele brandstoffen, 5 décembre 2017, <https://www.dewereldmorgen.be/artikel/2017/12/05/ugent-trekt-al-haar-beleggingen-weg-uit-fossiele-brandstoffen/>.

UGent, Koningin Mathilde op duurzaamheidsbezoek aan de UGent, 10 mai 2019, <https://www.ugent.be/nl/actueel/duurzaamheidsbezoek-koningin-mathilde-aan-de-ugent.htm>.

17 VUB, page web « Duurzaam investeren », version mars 2020, <https://www.vub.be/duurzaamheid/carbon-footprint#divestment>

15 Over Christine Lagarde, beiden laatst geraadpleegd op 14 april 2020 : Ute Lettani, Nieuwjaarsresolutie voor de ECB : strijden tegen klimaatverandering ?, Rechtskundig Weekblad nr. 25, 25 februari 2020.

Europees Parlement, Verslag over aanbeveling van de Raad inzake de benoeming van de president van de Europese Centrale Bank, 9 september 2019, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2019-0008_NL.html.

16 Dewereldmorgen, UGent trekt al haar beleggingen weg uit fossiele brandstoffen, 5 december 2017, <https://www.dewereldmorgen.be/artikel/2017/12/05/ugent-trekt-al-haar-beleggingen-weg-uit-fossiele-brandstoffen/>.

UGent, Koningin Mathilde op duurzaamheidsbezoek aan de UGent, 10 mei 2019, <https://www.ugent.be/nl/actueel/duurzaamheidsbezoek-koningin-mathilde-aan-de-ugent.htm>.

17 VUB, webpagina Duurzaam investeren, versie maart 2020, <https://www.vub.be/duurzaamheid/carbon-footprint#divestment>.

seulement l'exclusion des combustibles fossiles, notamment, mais aussi l'inclusion délibérée d'entreprises durables dans son portefeuille financier. Cette transition sera achevée dans le courant 2020.

Arguments de principe

1. Désinvestir est un signal fort

Un premier argument de principe est la force symbolique qui émane du désinvestissement. Grâce au désinvestissement, nous renforçons la sensibilisation concernant l'urgence de mesures énergiques dans la lutte contre le réchauffement climatique et face à la gravité de la situation, à l'instar de la campagne de désinvestissement fructueuse contre l'apartheid au siècle passé.

Ce faisant, les autorités bruxelloises révèlent clairement leur vision de l'avenir, à savoir une planète vivable, sans combustibles fossiles. Elles se rallient de la sorte à des traités internationaux tels que la Convention de Rio de 1992 et l'Accord de Paris sur le climat de 2015, selon lesquels il faut limiter les concentrations de gaz à effet de serre. Elles affirment aussi prendre à cœur la convention européenne des droits de l'homme, et notamment ses articles 2 (droit à la vie) et 8 (droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance), dont découlent également une obligation positive de protéger les personnes relevant de leur juridiction, y compris des risques en matière d'environnement même lorsque ceux-ci ne constituent pas une menace pour leur vie.

2. Être cohérent avec ses propres politiques

Sur le plan des principes, il est difficilement compatible de plaider, d'une part, pour la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C et pour l'abandon progressif des combustibles fossiles, tout en continuant à investir, d'autre part, dans des entreprises qui gagnent de l'argent grâce à ce type de combustibles (et qui contribuent de cette manière au réchauffement de la planète). Désinvestir de ces entreprises revient à envoyer un message clair et est conforme à la déclaration de politique générale de ce gouvernement : « La Région se dotera d'une stratégie à long terme basée sur des objectifs contraignants et un cadre d'évaluation encadré par une 'Ordonnance bruxelloise pour le Climat', afin que Bruxelles s'engage comme une Région 'bas carbone'. » Cette réponse au défi du changement climatique passe en grande partie par le désinvestissement des combustibles fossiles.

3. Mettre la politique d'investissement en accord avec l'intérêt général

Le désinvestissement, c'est aussi une question d'intégrité. Les autorités bruxelloises recherchent l'intérêt général, et leur politique financière doit être cohérente avec cet intérêt. Continuer à investir dans le réchauffement climatique n'est pas conciliable avec l'intérêt général.

van onder andere fossiele brandstoffen, maar ook voor de bewuste inclusie van duurzame bedrijven in hun financiële portefeuille. In de loop van 2020 wordt deze transitie afgerond.

Principiële argumenten

1. Desinvesteren is een krachtig signaal

Een eerste principiële argument is de symbolische kracht die uitgaat van het desinvesteren. Door te desinvesteren scherpener we het bewustzijn aan omtrent de hoogdringendheid van slagkrachtige maatregelen in de strijd tegen klimaatopwarming en de ernst van de situatie, net zoals de succesrijke desinvesteringscampagne tegen Apartheid dat deed in de voorbije eeuw.

De Brusselse overheid geeft hiermee duidelijk aan hoe ze de toekomst ziet, namelijk een leefbare planeet, zonder fossiele brandstoffen. Ze sluit zich hiermee aan bij internationale verdragen als de Conventie van Rio 1992 en het Parijse klimaatakkoord van 2015 die stellen dat de concentratie van broeikasgassen moet beperkt worden. Ook geeft ze aan de Europese Rechten van de Mens ter harte te nemen, waaronder artikel 2 (« recht op leven ») en artikel 8 (« recht op eerbiediging van privéleven, familie- en gezinsleven, woning en correspondentie »), waaruit ook positieve verplichtingen voortvloeien om de personen onder hun rechtsmacht te beschermen, inclusief voor milieurisico's, zelfs als deze niet levensbedreigend zijn.

2. Consequent zijn met eigen beleid

Principieel gezien valt het moeilijk te rijmen om enerzijds te pleiten voor het beperken van de klimaatopwarming tot 1,5°C en de bijhorende uitfasering van fossiele brandstoffen, maar anderzijds wel te blijven investeren in bedrijven die geld verdienen aan fossiele brandstoffen (en daarmee bijdragen aan de opwarming van de aarde). Investeren uit deze bedrijven terug trekken stuurt een duidelijk signaal en volgt de beleidsverklaring van deze regering : « Het Gewest werkt een langetermijnstrategie uit met bindende doelstellingen en voert een evaluatiekader in op basis van een 'Brusselse ordonnantie voor het klimaat'. Daarmee engageert Brussel zich als 'koolstofarm' Gewest. » Desinvesteren uit fossiele brandstoffen kan een belangrijk onderdeel zijn van dit antwoord op de uitdaging van klimaatverandering.

3. Investeringsbeleid laten stroken met het maatschappelijk belang

De desinvesteringskwestie draait ook om integriteit. De Brusselse overheid streeft het gemeenschappelijk belang na en moet daar in haar financieel beleid coherent mee zijn. Blijven investeren in klimaatopwarming strookt niet met het maatschappelijk belang.

Ce point de vue n'est pas l'apanage des pouvoirs publics : il y a peu, JP Morgan et Goldman Sachs ont également décidé de ne pas prêter d'argent à des projets pétroliers dans l'Arctique¹⁸.

4. Bruxelles peut adopter une position importante dans la lutte contre le réchauffement climatique

Comme décrit plus haut, plusieurs grandes villes européennes, des régions capitales et les pouvoirs publics irlandais se sont déjà ralliés à ce mouvement.

Dans ce mouvement mondial, Bruxelles ne peut pas rester à la traîne. Il constitue une occasion rêvée pour Bruxelles de se profiler tant comme ville verte que comme précurseur du développement durable. Le thème bénéficiera de ce fait d'une attention accrue. Or, plus on attire l'attention sur le sujet, plus chacun de nous prend conscience de la gravité de la situation et plus on a de chance de voir apparaître une collaboration internationale garante d'un réchauffement inférieur à 1,5°C.

Arguments économiques

1. La concurrence croissante de l'énergie verte

Au niveau mondial, on constate également que les sources d'énergie renouvelable coûtent de moins en moins cher et que le charbon, le pétrole et le gaz deviennent dès lors des combustibles nettement moins attrayants. L'économie chinoise a déjà atteint son pic de consommation de charbon en 2016-2017¹⁹. Dans un article du journal économique Bloomberg du 14 avril 2015, on faisait également déjà observer que les énergies éolienne et solaire sont déjà, en de nombreux endroits, moins chères que l'énergie issue des combustibles fossiles. Cet article annonce dès lors « le début de la fin » de l'époque fossile²⁰. Étant donné que les plus grandes entreprises actives dans les combustibles fossiles consentent des investissements très limités dans les énergies renouvelables (BP investit à peine 6 % dans les énergies renouvelables, Chevron et Shell 2,5 %, les autres entreprises

18 Alaska Journal, JPMorgan Chase follows Goldman Sachs in Arctic exit, 26 février 2020, <https://www.alaskajournal.com/2020-02-26/jpmorgan-chase-follows-goldman-sachs-arctic-exit>.

The Guardian, JP Morgan to withdraw support for some fossil fuels, 25 février 2020, <https://www.theguardian.com/business/2020/feb/25/jp-morgan-chase-loans-fossil-fuels-arctic-oil-coal>.

19 Holz F., Kafemann I. V., Sartor O., Scherwath T., Spencer T., What does « peak coal » mean for international coal exporters? A global modelling analysis on the future of the international steam coal market. IDDRI and Climate Strategies, 2018, https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Rapport/2018-09-GlobalModelingReport-Iddri-Coal_FINAL.pdf, p. 18.

Greenpeace, China coal use falls: CO₂ reduction this year could equal UK total emissions over same period, 14 avril 2015, <https://www.greenpeace.org/2015/05/14/china-coal-consumption-drops-further-carbon-emissions-set-to-fall-by-equivalent-of-uk-total-in-one-year/>.

20 Bloomberg, Fossil Fuels Just Lost the Race Against Renewables, 14 avril 2015, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-04-14/fossil-fuels-just-lost-the-race-against-renewables>.

Niet enkel overheden zien dat zo, ook JP Morgan en Goldman Sachs besloten onlangs om geen geld te lenen aan olieprojecten in de noordpool¹⁸.

4. Brussel kan een belangrijke positie innemen in de strijd tegen klimaatverandering

Verschillende grote Europese steden, hoofdstedelijke regio's en de Ierse overheid sloten zich al aan bij deze beweging, zoals hierboven beschreven.

Brussel kan bij deze wereldwijde beweging niet achterblijven. Dit is een uitgelezen mogelijkheid om Brussel verder te profileren als een groene stad en voorloper op het vlak van duurzaamheid. Hierdoor krijgt het thema extra aandacht. Hoe meer aandacht het onderwerp krijgt en hoe scherper de ernst van de situatie tot ieders bewustzijn doordringt, hoe groter de kans op een internationale samenwerking die een opwarming van minder dan 1,5°C garandeert.

Economische argumenten

1. De stijgende concurrentie van groene energie

We zien wereldwijd ook dat de hernieuwbare energiebronnen steeds goedkoper worden en dat steenkool, olie en gas daardoor een stuk minder aantrekkelijk worden als brandstof. De Chinese economie bereikte in 2016-2017¹⁹ al haar piek van steenkoolconsumptie. In een artikel van zakenkrant Bloomberg van 14 april 2015 werd ook al opgemerkt dat wind- en zonne-energie nu al op veel plaatsen goedkoper is dan energie uit fossiele brandstoffen. Zij spreken dan ook over « het begin van het einde » voor het fossiele tijdperk²⁰. Gezien de zeer beperkte investeringen van de grootste fossiele brandstofbedrijven in hernieuwbare energie (BP investeert nauwelijks 6 % in hernieuwbare energie, Chevron en Shell 2,5 %, de overige fossiele brandstofbedrijven halen zelfs de 1 % niet) en hun gigantische fossiele brandstofreserves is het maar zeer de

18 Alaska Journal, JPMorgan Chase follows Goldman Sachs in Arctic exit, 26 februari 2020, <https://www.alaskajournal.com/2020-02-26/jpmorgan-chase-follows-goldman-sachs-arctic-exit>.

The Guardian, JP Morgan to withdraw support for some fossil fuels, 25 februari 2020, <https://www.theguardian.com/business/2020/feb/25/jp-morgan-chase-loans-fossil-fuels-arctic-oil-coal>.

19 Holz F., Kafemann I. V., Sartor O., Scherwath T., Spencer T., What does « peak coal » mean for international coal exporters? A global modelling analysis on the future of the international steam coal market. IDDRI and Climate Strategies, 2018, https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Rapport/2018-09-GlobalModelingReport-Iddri-Coal_FINAL.pdf, pagina 18.

Greenpeace, China coal use falls : CO₂ reduction this year could equal UK total emissions over same period, 14 april 2015, <https://www.greenpeace.org/2015/05/14/china-coal-consumption-drops-further-carbon-emissions-set-to-fall-by-equivalent-of-uk-total-in-one-year/>.

20 Bloomberg, Fossil Fuels Just Lost the Race Against Renewables, 14 april 2015, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-04-14/fossil-fuels-just-lost-the-race-against-renewables>.

actives dans les combustibles fossiles n'atteignent même pas 1 %) et vu leurs réserves colossales de combustibles fossiles, on peut se demander si elles pourront s'adapter à temps à ces nouveaux développements. Il y a longtemps déjà que Nokia et Kodak ont montré qu'il n'est pas facile pour une grande entreprise de s'adapter à l'évolution rapide de l'air du temps.

2. L'absence de manque à gagner mais, au contraire, le coût du statu quo

En outre, le désinvestissement des combustibles fossiles n'a pas d'impact sur les recettes des différents fonds d'investissement. Il est ressorti d'une étude de la banque d'affaires MSCI²¹ de 2013 que l'exclusion de 247 entreprises ayant des réserves de combustibles fossiles de son indice MSCI ACWHI IMI n'avait presque aucun impact sur les résultats. Sans ces 247 entreprises, l'indice était quasi identique à la version incluant ces entreprises. Sur une période de cinq ans, la version sans combustibles fossiles obtenait même un résultat supérieur de 1,2 % à la version incluant ces entreprises. Le fonds de pension norvégien²² (qui, avec plus d'un billion d'euros en portefeuille, est le plus grand fonds souverain du monde) qualifie également de minime l'écart de rendement : 0,1 % par an depuis sa décision, en 2004, de désinvestir à l'origine, du travail des enfants et de la production d'armes nucléaires et depuis peu également du charbon.

À long terme, on peut se demander si les combustibles fossiles resteront un investissement sûr. Le charbon, surtout, est de plus en plus considéré comme un mauvais investissement. Il a déjà connu son pic, maintenant que la demande chinoise commence à baisser sensiblement (source : cf. note 18). Les banques chinoises sont également de plus en plus réticentes à octroyer des prêts aux entreprises du secteur du charbon, et les conséquences s'en font également clairement sentir dans les mauvais résultats des entreprises du secteur du charbon américaines et australiennes, notamment. Des pays tels que l'Indonésie planifient une trajectoire de développement économique bas carbone²³. Des études indiquent également que les entreprises qui optent à 100 % pour l'énergie renouvelable réalisent de meilleurs marges et bénéfices que les entreprises qui ne prennent pas un tel engagement²⁴. La santé et la performance des entreprises sont liées à la planification de l'approvisionnement énergétique.

- 21 MSCI ESG Research, Responding to the call for fossil fuel-free portfolios, décembre 2013, <https://www.msci.com/documents/10199/57518ec8-5588-4453-a55f-fa9e294d8ee2>.
- 22 Observation du dr. Maximilian Krahe, chaire SFPI à l'Académie royale, lors d'une conférence intitulée « Les grands investisseurs publics aujourd'hui : mandats et résultats », 9 mars 2020, Bruxelles, Palais des Académies.
- 23 World Resources Institute, Responding to Coronavirus: Low-carbon Investments Can Help Economies Recover, 12 mars 2020, <https://www.wri.org/blog/2020/03/coronavirus-economy-low-carbon-investments>.
- 24 Capgemini Invent, The Climate Group, CDP, Making Business Sense : How RE100 Companies Have an Edge on Their Peers, septembre 2018, <http://media.virbcdn.com/files/98/2d0162fd0066457a-RE100andCapgeminiReport.pdf>.

vraag of zij zich op tijd aan deze nieuwe ontwikkelingen zullen kunnen aanpassen. Nokia en Kodak hebben lang geleden al aangetoond dat het niet makkelijk is om als groot bedrijf zich aan te passen aan de snel veranderende tijdsgeest.

2. Geen opbrengstverlies, integendeel, het status-quo kost geld

Bovendien heeft desinvesteren uit fossiele brandstoffen geen impact op de opbrengsten van verschillende investeringsfondsen. Uit een studie van zakenbank MSCI²¹ in 2013 bleek het uitsluiten van 247 bedrijven met fossiele brandstofreserves uit hun MSCI ACWHI IMI index nauwelijks impact te hebben op de resultaten. De index zonder de 247 bedrijven met fossiele brandstofreserves weerspiegelde bijna volledig de versie mét die bedrijven. Over een periode van 5 jaar scoorde de versie zonder fossiele brandstoffen zelfs 1,2 % beter dan de versie met die bedrijven. Ook het Noorse pensioenfonds²², het grootste Sovereign Wealth Fund ter wereld met meer dan 1 biljoen euro in zijn portefeuille, noemt het rendementsverschil minimaal : 0,1 % per jaar sinds ze in 2004 besloten te desinvesteren : oorspronkelijk voor kinderarbeid en productie van nucleaire wapens, sinds kort ook voor steenkool.

Op lange termijn is het maar de vraag of fossiele brandstoffen een veilige investering zullen blijven. Zeker steenkool wordt steeds meer als een slechte investering gezien. Steenkool is al over haar piek heen, nu de vraag in China gevoelig begint te dalen (bron : zie voetnoot 18). Chinese banken zijn ook steeds terughoudender om te lenen aan steenkoolbedrijven. We zien de gevolgen hiervan ook duidelijk in de tegenvallende resultaten van onder andere Amerikaanse en Australische steenkoolbedrijven. Landen als Indonesië plannen een koolstof-arm pad voor hun economische ontwikkeling²³. Studies wijzen ook uit dat bedrijven die voor 100 % hernieuwbare energie gaan, betere marges en winsten halen dan bedrijven die zo'n commitment niet aangaan²⁴. Het plannen van de energiebevoorrading vertoont correlaties met de gezondheid en de prestaties van de bedrijven.

- 21 MSCI ESG Research, Responding to the call for fossil fuel-free portfolios, december 2013, <https://www.msci.com/documents/10199/57518ec8-5588-4453-a55f-fa9e294d8ee2>.
- 22 Opmerking van dr. Maximilian Krahe, FPIM-chair aan Académie Royale, tijdens een lezing genaamd Les grands investisseurs publics aujourd'hui : mandats et résultats, 9 maart 2020, Brussel, Palais des Académies.
- 23 World Resources Institute, Responding to Coronavirus : Low-carbon Investments Can Help Economies Recover, 12 maart 2020, <https://www.wri.org/blog/2020/03/coronavirus-economy-low-carbon-investments>.
- 24 Capgemini Invent, The Climate Group, CDP, Making business sense : how RE100 companies have an edge on their peers, september 2018, <http://media.virbcdn.com/files/98/2d0162fd0066457a-RE100andCapgeminiReport.pdf>.

En outre, il est peu probable que le baril de pétrole se vende encore un jour au prix de 100 USD en dessous duquel les réserves du pôle Nord ou le pétrole issu des sables bitumineux ne sont pas rentables. En 2017 déjà, le PDG de BP, Bob Dudley, qualifiait d'aberration le prix de 100 USD pour un baril. Pendant les premiers mois de la crise du Covid-19, le prix a déjà chuté en dessous de 23 USD sous l'effet combiné de la crise sanitaire et d'un conflit économique opposant les pays de l'OPEP et la Russie, tandis que les traders prévoient que la demande restera plusieurs mois encore au point mort²⁵. Entre-temps, limiter l'offre a permis de stabiliser le prix à plus de 40 USD, mais l'excès structurel de l'offre a de nouveau été démontré. Une fois encore, la conclusion logique est que les investissements dans le secteur se révèlent très risqués. Faut-il dès lors que notre Région y investisse ?

Comme les entreprises actuellement actives dans les combustibles fossiles sont peu dynamiques et peu tournées vers l'avenir, elles ne pensent qu'en termes de projets axés sur des combustibles fossiles de plus en plus onéreux. Alors que le prix de l'énergie verte continue de baisser et est déjà inférieur à celui des combustibles fossiles en de nombreux endroits, les grandes entreprises telles que BP, Chevron et ExxonMobil continuent de courir à la catastrophe. BP l'a également reconnu en juin 2020 en dépréciant des actifs échoués (cf. note 5).

3. La réduction des risques

Le secteur énergétique est, depuis 2005, l'un des secteurs les plus risqués en matière d'investissement. Les sources de combustibles fossiles les plus faciles s'épuisent également petit à petit, ce qui rend leur exploitation future de plus en plus risquée. Comme nous l'avons déjà esquissé plus haut, nous constatons en outre que, parmi les combustibles fossiles, le charbon fait partie des investissements les plus risqués. Nous passons ci-après en revue quelques-uns des risques qui ne cesseront de croître à l'avenir :

a. L'opposition du public

Qu'il s'agisse de l'exploitation de gaz à Groningue (Pays-Bas), de gaz de schiste en Angleterre et aux États-Unis ou de sables bitumeux en Alberta (Canada), il est clair que les communautés locales s'opposent de plus en plus résolument à l'exploitation de sources non conventionnelles de

25 International Business Times, Era of \$100 oil price was an aberration says BP's Bob Dudley, 16 juillet 2017, <https://www.ibtimes.co.uk/era-100-oil-price-was-aberration-says-bps-bob-dudley-1629952>.
Bloomberg Markets, Oil Demand is down as many as 20 million barrels a day, Vitol says, 25 mars 2020, <https://www.bloomberg.com/news/videos/2020-03-25/vitol-says-oil-demand-is-down-as-much-as-20-million-barrels-a-day-video>.
De Tijd, Saoedi-Arabië lanceert prijzenoorlog op de oliemarkt, 10 mars 2020, <https://www.tijd.be/markten-live/nieuws/algemeen/saoedi-arabië-lanceert-prijzenoorlog-op-oliemarkt/10213161>.
De Tijd, 'Olievraag op weg naar recorddip', 17 mars 2020, <https://www.tijd.be/markten-live/live-blog/dow-jones-verliest-bijna-10-procent-bij-opening/10214640#726909>.
De Standaard, Prijs ruwe olie opnieuw omlaag, 30 mars 2020, https://www.standaard.be/cnt/dmf20200330_04906471.

Het valt bovendien te betwijfelen of olie nog ooit aan de 100 USD per vat verkocht kan worden die noodzakelijk is om noordpoololie of teerzandolie rendabel te maken. BP Chief Executive Bob Dudley noemde 100 USD per vat al een « aberratie » in 2017. Tijdens de eerste maanden van de COVID19-crisis zakte het peil al onder 23 USD dankzij een combinatie van de gezondheids crisis en een economisch conflict tussen OPEC-landen en Rusland terwijl traders verwachten dat de vraag nog maandenlang stil zal liggen²⁵. Dankzij aanbodbeperkingen stabiliseerde de prijs ondertussen boven de 40 USD, maar het structureel overaanbod is opnieuw aangetoond. Als logische gevolgtrekking blijkt dus weeral eens dat investeringen in de sector zeer risicovol zijn. Moet ons Gewest daar dan in investeren ?

De huidige fossiele brandstofbedrijven zijn weinig dynamisch en toekomstgericht om buiten het kader van steeds duurdere fossiele brandstofprojecten te denken. Terwijl de prijs van groene energie steeds verder blijft dalen en op veel plaatsen al lager ligt dan die van fossiele brandstoffen, blijven grote spelers als BP, Chevron en ExxonMobil op rampkoers. BP gaf dit in juni 2020 ook toe door stranded assets af te boeken (zie voetnoot 5).

3. Minder risico

De energiesector is sinds 2005 een van de riskantere sectoren om in te investeren. De gemakkelijkste bronnen van fossiele brandstoffen raken stilaan ook uitgeput, wat de toekomstige ontginning steeds risicovoller maakt. Binnen de fossiele brandstoffen zien we bovendien dat steenkool tot de meer riskante investeringen behoort, zoals hierboven al werd geschetst. We sommen hieronder enkele van de risico's op die in de toekomst steeds nadrukkelijker naar voor zullen komen :

a. Publiek verzet

Of het nu gaat om gaswinning in Groningen (Nederland), schaliegas in Engeland en de VS of teerzandolie in Alberta (Canada) : het is duidelijk dat lokale gemeenschappen zich steeds sterker verzetten tegen onconventionele bronnen van fossiele brandstoffen. Lokale gemeenschappen aanvaarden

25 International Business Times, Era of \$100 oil price was an aberration says BP's Bob Dudley, 16 juli 2017, <https://www.ibtimes.co.uk/era-100-oil-price-was-aberration-says-bps-bob-dudley-1629952>.
Bloomberg Markets, Oil Demand is down as many as 20 million barrels a day, Vitol says, 25 maart 2020, <https://www.bloomberg.com/news/videos/2020-03-25/vitol-says-oil-demand-is-down-as-much-as-20-million-barrels-a-day-video>.
De Tijd, Saoedi-Arabië lanceert prijzenoorlog op de oliemarkt, 10 maart 2020, <https://www.tijd.be/markten-live/nieuws/algemeen/saoedi-arabië-lanceert-prijzenoorlog-op-oliemarkt/10213161>.
De Tijd, 'Olievraag op weg naar recorddip', 17 maart 2020, <https://www.tijd.be/markten-live/live-blog/dow-jones-verliest-bijna-10-procent-bij-opening/10214640#726909>.
De Standaard, Prijs ruwe olie opnieuw omlaag, 30 maart 2020, https://www.standaard.be/cnt/dmf20200330_04906471.

combustibles fossiles. Les communautés locales n'acceptent plus les risques d'exploitation dans leur voisinage et, d'une façon générale, la prise de conscience croissante des enjeux climatiques entraîne une opposition de plus en plus résolue à l'exploitation de combustibles fossiles, ce qui entraîne des retards et des coûts supplémentaires pour les entreprises actives dans les combustibles fossiles.

b. L'exploitation

i. L'exploitation elle-même fait courir de plus en plus de risques

L'exploitation se fait en eau de plus en plus profonde, voire dans l'Arctique, même si certaines banques refusent désormais de financer cette dernière²⁶. La catastrophe, en 2010, de la plate-forme BP Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique a déjà montré que les entreprises actives dans les combustibles fossiles ne sont guère préparées aux accidents. S'agissant également de l'exploitation du pétrole dans les eaux agitées de l'Arctique, personne ne sait à vrai dire comment réagir en cas de problème. Les entreprises actives dans les combustibles fossiles s'exposent ainsi au risque purement professionnel de perdre une partie de leurs réserves et de devoir réparer leurs installations, mais elles courent également le risque juridique de devoir réparer les dommages environnementaux et payer des indemnités. Entre-temps, les coûts liés à la catastrophe de la plate-forme Deepwater Horizon s'élèvent déjà à 55 milliards de dollars pour BP (estimation de 2018²⁷). Au lendemain de la catastrophe, le cours de l'action BP a chuté de moitié.

ii. L'exploitation ne fait pas seulement courir de plus en plus de risques, elle est aussi de plus en plus onéreuse

Les dépenses en capital nécessaires (idem note 18) pour continuer à mettre des combustibles fossiles sur le marché n'ont fait qu'augmenter au cours des dernières années, tandis que la production totale a à peine progressé. L'augmentation de ces dépenses en capital entraîne un renchérissement continu des combustibles fossiles. Les sables bitumineux, par exemple, ne sont pas rentables lorsque le prix du pétrole est inférieur à 100 USD le baril. Vu la baisse continue du prix des énergies renouvelables (cf. ci-dessus), on peut donc se demander si ces projets seront encore rentables un jour, même abstraction faite des évolutions politiques. Si, en plus de ces dépenses en capital élevées, on tient également compte de l'éventualité de l'instauration d'une « taxe carbone » (cf. ci-dessous), on peut déjà faire avec certitude une croix sur la plupart des combustibles fossiles non conventionnels.

26 Alaska Journal, JPMorgan Chase follows Goldman Sachs in Arctic exit, 26 février 2020, <https://www.alaskajournal.com/2020-02-26/jpmorgan-chase-follows-goldman-sachs-arctic-exit>.
The Guardian, JP Morgan to withdraw support for some fossil fuels, 25 février 2020, <https://www.theguardian.com/business/2020/feb/25/jp-morgan-chase-loans-fossil-fuels-arctic-oil-coal>.
27 Reuters, BP Deepwater Horizon costs balloon to \$65 billion, 16 janvier 2018, <https://uk.reuters.com/article/uk-bp-deepwaterhorizon/bp-deep-water-horizon-costs-balloon-to-65-billion-idUKKBN1F5006>.

niet langer de risico's die ze moeten dragen omwille van ontginning in hun buurt en in het algemeen zorgt het groeiend klimaatbewustzijn ook voor een steeds sterker worden verzet tegen de ontginning van fossiele brandstoffen. Dit groeiend verzet zorgt voor vertragingen en extra kosten voor de fossiele brandstofbedrijven.

b. Ontginning

i. De ontginning zelf wordt steeds riskanter

Ontginnen gebeurt steeds dieper in de zee, of zelfs in het noordpoolgebied, hoewel enkele banken dat laatste niet meer willen financieren²⁶. De ramp met de BP Deepwater Horizon van 2010 in de Golf van Mexico heeft al aangetoond dat fossiele brandstofbedrijven nauwelijks zijn voorbereid op ongelukken. Ook voor ontginning van noordpoololie in de woelige zee weet eigenlijk niemand wat te doen als het mis gaat. De fossiele brandstofbedrijven stellen zich hiermee bloot aan een puur zakelijk risico door het verlies aan reserves en reparatie van hun installaties, maar ook juridisch als ze moeten instaan voor het opruimen van de milieuschade en het betalen van schadevergoedingen. De kosten voor de ramp met de Deepwater Horizon lopen voor BP ondertussen al op tot 55 miljard dollar (schatting 2018²⁷). Na de ramp halveerde hun aandelenwaarde meteen.

ii. De ontginning wordt niet alleen veel riskanter, maar ook veel duurder

De capital expenditure die nodig is om (idem voetnoot 18) fossiele brandstoffen op de markt te blijven brengen is de laatste jaren steeds groter geworden, terwijl de totale productie nauwelijks gestegen is. Door die hogere capital expenditure worden fossiele brandstoffen steeds duurder. Teerzandolie is bijvoorbeeld niet rendabel bij een olieprijs van minder dan 100 USD per vat. Gezien de steeds verder dalende prijs van hernieuwbare energie (cf. supra) is het dus maar de vraag of die projecten ooit nog rendabel zullen zijn, zelfs onafhankelijk van politieke ontwikkelingen. Als we bovenop deze hoge capital expenditure nog eens rekening houden met de kans dat er een « carbon taks » wordt ingevoerd (cf. infra), dan kunnen we al met zekerheid een kruis trekken over de meeste niet-conventionele fossiele brandstoffen.

26 Alaska Journal, JPMorgan Chase follows Goldman Sachs in Arctic exit, 26 februari 2020, <https://www.alaskajournal.com/2020-02-26/jpmorgan-chase-follows-goldman-sachs-arctic-exit>.
The Guardian, JP Morgan to withdraw support for some fossil fuels, 25 februari 2020, <https://www.theguardian.com/business/2020/feb/25/jp-morgan-chase-loans-fossil-fuels-arctic-oil-coal>.
27 Reuters, BP Deepwater Horizon costs balloon to \$65 billion, 16 januari 2018, <https://uk.reuters.com/article/uk-bp-deepwaterhorizon/bp-deep-water-horizon-costs-balloon-to-65-billion-idUKKBN1F5006>.

c. La politique

i. Une grande partie des réserves restantes de combustibles fossiles est située dans des pays qui sont politiquement moins stables

Le risque de renationalisation d'investissements privés ou de rupture des obligations contractuelles sera donc également de plus en plus grand. Selon l'Agence internationale de l'énergie, une des principales régions reste par exemple le détroit d'Ormouz, qu'on ne peut pas vraiment qualifier de région politiquement stable mais qui, à en croire l'AIE, représentera encore 47 % de la croissance mondiale de la production au cours des 10 prochaines années²⁸. La Lybie fait également partie des pays qui possèdent les plus grandes réserves de pétrole avérées, mais son régime politique et, partant, son climat d'investissement, ne sont pas vraiment stables.

ii. Notre économie est sensible aux évolutions géopolitiques

Depuis des décennies, les combustibles fossiles sont une source d'instabilité, non seulement dans les pays producteurs, mais aussi chez nous. La Russie n'hésite pas à menacer les pays d'Europe centrale et orientale d'une coupure de l'approvisionnement, et elle essaie de diviser l'UE sur la question des oléoducs. Au sein de l'UE et de l'OTAN, l'instabilité en Irak ou en Lybie, par exemple, génère également des tensions entre États membres. Cette instabilité impacte systématiquement les cours de la bourse et, partant, le portefeuille financier de notre Région.

iii. La réglementation en matière de climat

Une des principales initiatives souvent évoquées dans le cadre des négociations sur le climat est la « taxe carbone » : une taxe sur les combustibles qui émettent du CO₂. L'éventuelle instauration de cette réglementation aura une incidence notable sur le marché. Le prix à la consommation des combustibles fossiles augmentera à n'en pas douter, ce qui mettra en péril la rentabilité de différents projets. Cette hausse de prix entraînera en effet inéluctablement une baisse de la demande, ce qui, à son tour, privera certains projets plus coûteux de leur rentabilité commerciale.

c. Politiek

i. Veel van de resterende fossiele brandstofreserves zitten in landen die politiek minder stabiel zijn

Het risico op hernationalisatie van private investeringen of het verbreken van contractuele verplichtingen zal dus ook steeds groter worden. Een van de belangrijkste regio's volgens het Internationaal Energie Agentschap blijft de streek rond de Straat van Hormuz, nauwelijks een stabiele politieke regio te noemen, maar volgens het IAE nog steeds goed voor 47 % van de wereldwijde productie in de komende decennium²⁸. Ook Libië behoort tot de landen met de grootste bewezen oliereserves, maar vormt niet meteen een stabiel politiek regime (en dus investeringsklimaat).

ii. Onze economie is gevoelig voor geopolitieke evoluties

Fossiele brandstoffen zijn al decennialang een oorzaak van instabiliteit, niet enkel in producerende landen, maar ook bij ons. Rusland aarzelt niet om landen in Centraal- en Oost-Europa te bedreigen om de kraan toe te draaien, probeert de EU uit elkaar te spelen over pijpleidingen en ook binnen de EU en de NAVO zorgt de instabiliteit in bijvoorbeeld Irak of Libië voor spanningen tussen lidstaten. Telkens opnieuw heeft dit een effect op beurskoersen en dus de financiële portefeuille van ons Gewest.

iii. Klimaatregulering

Een van de voornaamste initiatieven waar vaak over wordt gesproken in het kader van klimaatonderhandelingen is de zogenaamde « carbon taks » : een belasting op brandstoffen die CO₂ uitstoten. Als deze regelgeving wordt ingevoerd, zal dat een belangrijk effect hebben op de markt. De consumentenprijs van fossiele brandstoffen zal daardoor ongetwijfeld toenemen, waardoor de rendabiliteit van verschillende projecten op de helling komt te staan. De hogere prijs zal immers onvermijdelijk een lagere vraag tot gevolg hebben, waardoor een aantal duurdere projecten niet langer commercieel rendabel zijn.

28 Agence internationale de l'énergie, World Energy Outlook 2019 – Executive Summary, novembre 2019, <https://iea.blob.core.windows.net/assets/1f6bf453-3317-4799-ae7b-9cc6429c81d8/English-WEO-2019-ES.pdf>.

28 International Energy Agency, World Energy Outlook 2019 – Executive Summary, november 2019, <https://iea.blob.core.windows.net/assets/1f6bf453-3317-4799-ae7b-9cc6429c81d8/English-WEO-2019-ES.pdf>.

En outre, un règlement européen sur la taxinomie des éléments constitutifs de la « finance durable » en est au dernier stade du parcours législatif²⁹. De cette taxinomie pourront découler des directives claires et durables à l'intention des gestionnaires d'actifs, et elle permettra d'éviter l'écoblanchiment.

Daarenboven zit op het Europees niveau een verordening over de taxonomie van wat onder de definitie van « duurzame financiën » valt, in de laatste fase van de legislatieve pijplijn²⁹. Deze taxonomie kan voor duidelijke en langdurige richtlijnen zorgen voor asset managers en « greenwashing » vermijden.

Juan BENJUMEA MORENO (N)
 Barbara de RADIGUÈS (F)
 Véronique JAMOULLE (F)
 Jonathan de PATOUL (F)
 Hilde SABBE (N)
 Bianca DEBAETS (N)
 Victoria AUSTRÆT (F)

29 Euractiv, EU seals deal on green finance in breakthrough for climate goals, 17 décembre 2019, <https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/eu-seals-deal-on-green-finance-in-breakthrough-for-climate-goals/> et Politico, 7 décembre 2019, Europe defines what financiers can call 'green', <https://www.politico.eu/article/europe-defines-what-financiers-can-call-green/>, et Commission européenne, 24 mai 2018, Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre pour favoriser les investissements durables, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0353&qid=1592819493161&from=FR>.

29 Euractiv, EU seals deal on green finance in breakthrough for climate goals, 17 december 2019, <https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/eu-seals-deal-on-green-finance-in-breakthrough-for-climate-goals/> en Politico, 7 december 2019, Europe defines what financiers can call 'green', <https://www.politico.eu/article/europe-defines-what-financiers-can-call-green/>, en Europese Commissie, 24 mei 2018, Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad, betreffende de totstandbrenging van een raamwerk om duurzame beleggingen te bevorderen, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0353&qid=1592819493161&from=NL>.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative au désinvestissement des combustibles fossiles et à une gestion financière durable et engagée

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Convention de Rio de 1992 (CCNUCC) visant à « stabiliser [...] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique » ;

Vu l'accord de Copenhague de 2009, en vertu duquel le réchauffement climatique doit rester limité à 2°C maximum au-dessus des températures préindustrielles et l'accord de Paris de 2015, qui vise même une limite de 1,5°C ;

Vu l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) (droit à la vie), dont découle également une obligation positive pour les États de protéger les personnes relevant de leur juridiction, y compris des risques en matière d'environnement, comme l'a indiqué la Cour européenne des droits de l'Homme (CrEDH) dans l'affaire Öneriyildiz c. Turquie ;

Vu l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme (droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance). Dans l'affaire López Ostra c. Espagne, la CrEDH a inféré de l'article 8 de la CEDH l'obligation positive des États de protéger les citoyens contre les conséquences de la pollution environnementale, même lorsqu'elles ne constituent pas une menace pour leur vie ;

Vu la déclaration gouvernementale bruxelloise 2019-2024, selon laquelle : « La Région mettra la transition au centre de sa stratégie économique et orientera progressivement tous les outils de soutien économique vers des modèles de production décarbonés, vers l'économie circulaire et régénérative, vers l'entrepreneuriat social et démocratique et vers la digitalisation de l'économie. » ;

Vu le principe de précaution, que l'on retrouve tant dans la législation belge que dans de nombreuses législations européennes et internationales, comme à l'article 3 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ;

Vu la norme de prudence, en vertu de laquelle les autorités doivent, elles aussi, agir en bon père de famille, comme on s'y attend de la part des citoyens, et donc prendre les mesures nécessaires pour éviter un changement climatique dangereux ;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

over desinvesteren uit fossiele brandstoffen en een geëngageerd duurzaam financieel beleid

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op de Conventie van Rio 1992 (UNFCC) met als doel « het stabiliseren van de concentratie van broeikasgassen in de atmosfeer op een zodanig niveau dat een gevaarlijke menselijke invloed op het klimaat wordt voorkomen » ;

Gelet op het Kopenhagenakkoord van 2009 dat stelt dat de klimaatopwarming beperkt moet worden tot maximaal 2°C boven het pre-industriële niveau en het akkoord van Parijs in 2015 dat streeft naar 1,5°C ;

Gelet op het artikel 2 van de Europees Verdrag van de Rechten van de Mens (EVRM) (« recht op leven »), waaruit ook positieve verplichtingen voortvloeien om de personen onder hun rechtsmacht te beschermen, inclusief voor milieurisico's, zoals aangegeven door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (EHRM) in de zaak Öneriyildiz t. Turkije ;

Gelet op het artikel 8 van de Europese Rechten van de Mens (recht op eerbiediging van privéleven, familie- en gezins- leven, woning en correspondentie). Het EHRM heeft in de zaak López Ostra t. Spanje uit artikel 8 van de EVRM de positieve verplichting van staten afgeleid om burgers te beschermen tegen de gevolgen van milieuvervuiling, ook als deze niet levensbedreigend zijn ;

Gelet op de Brusselse Regeerverklaring 2019-2024 die zegt « Daartoe zal het Gewest de transitie centraal stellen in zijn economische strategie en zal het geleidelijk alle economische ondersteuningsinstrumenten richten op koolstofarme productiemodellen, op de circulaire en regeneratieve economie, op sociaal en democratisch ondernemerschap en op de digitalisering van de economie. » ;

Gelet op het voorzorgsprincipe dat we zowel in de Belgische wetgeving als in vele Europese en internationale wetten terugvinden, zoals in artikel 3 van de Klimaatconventie van de VN ;

Gelet op de zorgvuldigheidswaarde waarvoor overheden zich ook als goede huisvaders moeten gedragen, net zoals we dat van burgers verwachten, en dus de nodige maatregelen genomen moeten worden om een gevaarlijke klimaatsverandering te voorkomen ;

Considérant qu'il existe un risque sous-estimé que les entreprises du secteur des combustibles fossiles perdent une grande part de leur valeur si elles ne peuvent plus exploiter leurs réserves connues parce qu'une telle exploitation entraînerait un réchauffement climatique catastrophique ;

Considérant qu'investir dans les combustibles fossiles représente un risque financier sans cesse croissant en raison de l'opposition grandissante de l'opinion publique et de conditions d'extraction généralement plus difficiles ;

Considérant que l'introduction de nouvelles réglementations, par exemple l'instauration d'une taxe sur le CO₂, fait peser un risque – sous-estimé – sur l'exploitabilité de certaines réserves de combustibles fossiles ;

Considérant que les investissements dans les combustibles fossiles ne sont pas nécessaires pour obtenir de bons résultats financiers ;

Considérant que l'appel mondial à désinvestir se fait entendre de plus en plus clairement et que Bruxelles veut répondre à cet appel ;

Considérant qu'il existe un consensus politique international (basé sur les données scientifiques du GIEC) sur la nécessité de respecter l'objectif de 1,5°C afin d'éviter une situation périlleuse ;

Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- d'examiner à court terme, afin de disposer de données chiffrées solides, quelles auraient été les performances, sur l'année écoulée ainsi que sur les 3 et 5 dernières années, du fonds des pensions des fonctionnaires bruxellois et des fonds de pension des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale sans la part de combustibles fossiles que contient le portefeuille, en comparaison avec la composition actuelle ;
- de retirer, d'ici 2025, tous les investissements dans l'industrie fossile des organismes régionaux qui dépendent directement de la Région de Bruxelles-Capitale et de toutes les organisations dans lesquelles la Région de Bruxelles-Capitale participe. Les différents types d'organismes administratifs (autonome / consolidé ou non) le font chacun de la manière la plus appropriée, par exemple lors de l'établissement des nouveaux contrats de gestion. À cette fin, nous utilisons un critère de référence similaire à celui du fonds de pension norvégien, à savoir les entreprises qui tirent plus de 30 % de leur production ou de leurs recettes d'activités liées à l'industrie fossile. Cela concerne non seulement les réserves financières des autorités elles-mêmes, mais aussi les subventions qu'elles accordent ou les fonds qu'elles sous-traitent (tels que le fonds des pensions des fonctionnaires bruxellois et les fonds de pension des membres du personnel des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région de Bruxelles-Capitale) ;

Overwegende dat er een onderschat risico is dat de fossiele brandstofbedrijven veel waarde zullen verliezen als zij hun gekende reserves niet meer kunnen exploiteren omdat de exploitatie zou leiden tot catastrofale klimaatopwarming ;

Overwegende dat het investeren in fossiele brandstoffen een steeds gro- ter financieel risico vormt door stijgend publiek verzet en algemeen moeilijkere ontginningsomstandigheden ;

Overwegende dat er een onderschat « regulatory risk » is dat zou leiden tot niet-exploiteerbare fossiele brandstof-reserves, bijvoorbeeld het invoeren van een CO₂-taks ;

Overwegende dat het investeren in fossiele brandstoffen niet noodzakelijk is voor goede financiële resultaten ;

Overwegende dat de wereldwijde roep om te desinvesteren steeds luider klinkt en Brussel zich mee wil engageren ;

Overwegende dat er een internationale politieke consensus is (gebaseerd op de wetenschappelijke inzichten van het IPCC) dat de doelstelling van 1,5°C noodzakelijk is om een gevaarlijke situatie te vermijden ;

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

- teneinde over degelijk cijfermateriaal te beschikken op korte termijn te onderzoeken hoe het fonds van de pensioenen van de Brusselse ambtenaren en de pensioenfondsen van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut afhankelijk van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gepresteerd zouden hebben zonder het aandeel fossiele brandstoffen in de portefeuille in vergelijking tot de huidige samenstelling en dit voor de periode van de afgelopen 1, 3 en 5 jaar ;
- tegen 2025 alle investeringen van alle gewestelijke instellingen die rechtstreeks afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en alle organisaties waarin het Brussels Hoofdstedelijk Gewest participeert terug te trekken uit de fossiele industrie. De verschillende soorten (autonoom / geconsolideerd of niet) bestuursinstellingen doen dit elk op de best aangewezen manier, bijvoorbeeld bij het vastleggen van nieuwe beheerscontracten. Hiervoor hanteren we een gelijkaardige benchmark aan die van het Noorse pensioenfonds, dwz bedrijven die meer dan 30 % van hun output of inkomsten genereren uit activiteiten gelinkt aan de fossiele industrie. Hierbij gaat het om financiële reserves van de overheid zelf, maar ook om subsidies die ze verleent of fondsen die ze uitbesteedt (zoals het fonds van de pensioenen van de Brusselse ambtenaren en de pensioenfondsen van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut afhankelijk van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest) ;

- d’opter, lors des prochaines adjudications publiques de gestion financière, et en tout cas d’ici 2025, pour une gestion durable des finances et des investissements engagés (cf. le fonds norvégien), conformément à la taxinomie européenne qui entrera en vigueur à partir de décembre 2021 ;
 - d’encourager et de soutenir les communes bruxelloises et autres pouvoirs publics subordonnés dans le désinvestissement des combustibles fossiles et dans la gestion durable de leurs finances ;
 - de confier à l’institution publique régionale la plus adéquate la mission de soutenir et d’accompagner les efforts des organismes bruxellois en faveur du désinvestissement et de la gestion des finances durable et engagée ;
 - d’insister auprès du gouvernement fédéral et de la Commission européenne pour que l’on accélère la suppression progressive de toutes les subventions existantes qui portent atteinte à l’environnement (et qui, actuellement, bénéficient principalement aux combustibles fossiles) ;
 - d’insister auprès des instances européennes, comme prévu dans l’accord de gouvernement, sur la création d’une banque du climat à même de financer les investissements nécessaires à la transition et la mise en place d’une directive de désinvestissement dans les énergies fossiles pour tous les acteurs financiers.
- bij volgende openbare aanbestedingen voor financieel beheer sowieso voor 2025 voor duurzaam financieel beheer en geëngageerd investeren (cfr. Noors fonds) te gaan, in overeenstemming met EU-taxonomie die vanaf december 2021 in voege treedt ;
 - de Brusselse gemeenten en andere ondergeschikte besturen aansporen tot en ondersteunen bij desinvestering uit fossiele brandstoffen en duurzaam financieel beheer ;
 - de meest geschikte gewestelijke overheidsinstelling de opdracht geven om de inspanningen van Brusselse instellingen tot desinvestering en geëngageerd duurzaam financieel beleid te ondersteunen en begeleiden ;
 - om er bij de federale regering en bij de Europese Commissie op aan te dringen om alle bestaande milieuschadende subsidies (die momenteel in hoofdzaak gaan naar fossiele brandstoffen) versneld af te bouwen ;
 - om zoals bepaald in het regeerakkoord bij de Europese instanties erop aan te dringen een klimaatbank op te richten die de transitie kan financieren en een richtlijn uit te werken om alle financiële actoren te doen afzien van investeringen in fossiele energiebronnen.

Juan BENJUMEA MORENO (N)
 Barbara de RADIGUÈS (F)
 Véronique JAMOULLE (F)
 Jonathan de PATOUL (F)
 Hilde SABBE (N)
 Bianca DEBAETS (N)
 Victoria AUSTRÆT (F)